



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Systems Integration & Software Development Division
(XG)/Div. d'intégration des systèmes et du
développement des logiciels (XG)
Terrasses de la Chaudière 4th Floor
10 Wellington Street
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet Data Remediation and Marking RFP	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6381-170008/D	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client W6381-170008	Date 2020-05-19
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XG-624-37464	
File No. - N° de dossier 624xg.W6381-170008	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: NGUYEN, Mark Nam	Buyer Id - Id de l'acheteur 624xg
Telephone No. - N° de téléphone (343) 550-1613 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: 105 HOTEL DE VILLE GATINEAU QC J8X 4H7 CANADA	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification 007 est émis aux fins suivantes :

- A. Prolonger la date de clôture de la demande de soumissions au **mardi 02 juin 2020, à 14 h HAE.**
 - B. Fournir une liste mise à jour des réponses aux questions des soumissionnaires.
-

A. Le Canada prolonge la date de clôture des soumissions jusqu'au **mardi 2 juin 2020, 14 h HAE.** Aucune autre prolongation ne sera approuvée. Les soumissionnaires sont également informés qu'aucune autre question ne sera traitée au-delà du 23 mai 2020. Le Canada demande que toute question en suspens soit soumise avant 17 h HAE le 23 mai 2020 afin de pouvoir répondre et afficher les réponses finales.

B. Liste mise à jour des réponses aux questions des soumissionnaires (voir ci-dessous) :

N°	Article de la DDP	Question	Motif de la question	Réponse
QS-01	3.3, 3.4	Les renvois figurant dans les titres des articles 3.3 et 3.4 de la demande de propositions (DDP) sont incorrects.	S.O.	<p>Titres des articles 3.3 et 3.4 de la DDP :</p> <p>Supprimer de la DDP : 3.3 Section IV : Attestations et remplacer par 3.3 Section III : Attestations</p> <p>Supprimer : 3.4 Section V : Renseignements supplémentaires et remplacer par 3.4 Section IV : Renseignements supplémentaires</p> <p>Ces changements sont également traduits dans la table des matières.</p> <p>Changements apportés dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (article C).</p>
QS-02	Page couverture	Nous vous prions de repousser la date de présentation des soumissions de quatre semaines, soit jusqu'au 18 mai.	Compte tenu de la complexité de la catégorie de personnel demandée, ainsi que de la difficulté à communiquer avec les candidats et à confirmer les références compte tenu des récentes fermetures d'établissements publics et privés et les autres mesures de gestion des urgences prises pour limiter la propagation de la COVID-19.	<p>Le Canada a prolongé la date de clôture des soumissions jusqu'au 19 mai 2020. En raison de l'incertitude des résultats liés à la COVID-19, cette date sera revue à mesure que de plus amples informations seront disponibles.</p> <p>Changement apporté dans la modification 001 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd001 (article D).</p>
QS-03	Formulaire de validation des références de contrat (page 156) et pièce jointe 4.1 (pages 160 à 185)	L'État pourrait-il confirmer qu'une référence de contrat ainsi que le formulaire de validation des références de contrat ne sont pas nécessaires pour les exigences E-C4, GP-02, GP-03, GP-C3 et EEMI-C3?	<p>Le formulaire de validation des références de contrat à la page 156 de la DP comprend des espaces où les soumissionnaires peuvent décrire les services fournis et les faire approuver par un client pour chaque exigence obligatoire et cotée. Les exigences E-C4, GP-02, GP-03, GP-C3 et EEMI-C3 portent sur la certification ISO de l'entreprise, la formation et les attestations du candidat, et ne concernent pas les services fournis dans le cadre de contrats antérieurs. Veuillez confirmer que les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir une référence de contrat pour les exigences susmentionnées, pourvu qu'ils joignent une copie de</p>	<p>Le formulaire de validation des références de contrat est exigé pour justifier l'expérience des soumissionnaires. Il ne vise pas à corroborer les attestations et les diplômes que les soumissionnaires soumettent à l'appui de leurs propositions.</p>

QS-04	Partie 6, 6.1 et 6.3 (pages 30 à 33); partie 7, 7.5 (pages 38 à 41); et annexe C (pages 134 à 141)	L'État pourrait-il confirmer que seuls le soumissionnaire principal et les ressources proposées doivent respecter les exigences relatives à la sécurité?	l'attestation/du diplôme applicable. La majorité des travaux doivent être effectués dans les locaux du ministère de la Défense nationale (MDN), selon ce qui est précisé à l'étape de l'autorisation de tâches. Au besoin, les travaux à l'extérieur du chantier peuvent être effectués sur le site du soumissionnaire principal, qui répond aux exigences relatives à la sécurité en vigueur. Si les travaux ne sont pas effectués sur le site d'un sous-traitant, veuillez confirmer qu'il n'est pas nécessaire qu'un sous-traitant respecte les exigences relatives à la sécurité.	Le sous-traitant canadien d'un entrepreneur principal canadien ne doit pas nécessairement respecter les mêmes exigences relatives à la sécurité que l'entrepreneur principal. Une fois le contrat principal attribué, l'entrepreneur principal doit présenter la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) pour ses sous-traitants. Avec l'aide de son autorité contractante ou de son chargé de projet, au besoin, l'entrepreneur principal déterminera les exigences relatives à la sécurité qui s'appliqueront à son sous-traitant. La décision dépendra des parties des travaux que le sous-traitant effectuera. Selon la LVERS, le contrat W6381-170008 contient des parties de travaux qui ne nécessiteraient qu'une cote de fiabilité. Par conséquent, si un sous-traitant devait uniquement accéder à des sites ou à des renseignements nécessitant une cote de fiabilité, il n'aurait pas besoin de l'attestation de sécurité d'installation (ASI) Secret.
QS-05	Page couverture	Demande de report de la date de clôture des soumissions en raison de la crise de COVID-19.		Voir QS-02.
QS-06	4.3 Critères d'évaluation techniques cotés de l'équipe principale (RCD-C2, RCD-C3 et RCD-C4)	Ces trois critères cotés exigent une expérience de l'utilisation de SAP et, ensemble, représentent 30 des 75 points possibles (avec un minimum requis de 35 points). Nous constatons que l'expérience requise dans les critères RCD obligatoires se limite à « un système de PRE ». Étant donné que les activités de correction des données se font généralement indépendamment du système, nous demandons que l'exigence relative au système SAP soit supprimée de trois critères cotés et remplacée par la même formulation susmentionnée, soit « un système de PRE ». Sinon, nous aurons beaucoup de mal à atteindre la note minimale pour cette ressource et nous risquons de ne pas pouvoir présenter une offre concurrentielle. Sinon, nous demanderions la suppression de « SAP » d'au moins certains des	La difficulté à recruter des ressources se répercute donc sur notre capacité à présenter une soumission. En outre, la dotation en personnel local est un problème particulier.	Le nombre minimum de points requis a été réduit à 25 points (comparativement à 35 auparavant). Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.3, Équipe principale – Responsable de la correction des données (RCD) : SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 35. REEMPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : 25 . Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 5.1 – Responsable de la correction des données (RCD) – Critères cotés : SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 35. REEMPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : 25 . Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (articles E-F).

QS-07	4.3 Critères d'évaluation techniques cotés de l'équipe principale	critères cotés pour nous permettre d'avoir de meilleures chances d'atteindre la note minimale. Les exigences suivantes relatives au gestionnaire de projets et au responsable de la correction des données posent des problèmes de qualification et de notation pour notre ressource par ailleurs extrêmement qualifiée. Le critère GP-C3 indique que « [J]e soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un diplôme de maîtrise ». Bien que nous comprenions qu'il s'agisse d'un critère coté, nous ne voyons pas l'importance d'une maîtrise, d'autant plus qu'il n'y a aucune limite quant à la discipline. Une autre année d'université n'a aucun rapport avec la formation ou l'expérience d'un gestionnaire de projets. Nous demandons respectueusement que cette exigence soit supprimée, en particulier compte tenu de son incidence sur le nombre minimal de points requis.	Les meilleures ressources de gestion de projets ne seront pas concurrentielles et pourraient nuire à la probabilité d'une mise en œuvre réussie. En outre, la dotation en personnel local est un problème particulier.	<p>Le diplôme de maîtrise n'est plus un critère coté.</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.3, Équipe principale – Gestionnaire de projets CMD-NS :</p> <p>SUPPRIMER : tout le critère GP-C3.</p> <p>SUPPRIMER : Nombre maximum de points possible : 80.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre maximum de points possible : 70.</p> <p>SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 40.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : 35.</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 5.1, Gestionnaire de projets (GP) – Critères cotés :</p> <p>SUPPRIMER : tout le critère GP-C3.</p> <p>SUPPRIMER : Nombre maximum de points possible : 80.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre maximum de points possible : 70.</p> <p>SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 40.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : 35.</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau récapitulatif 5.2 – Résumé de l'évaluation technique globale cotée :</p> <p>SUPPRIMER : Exigences cotées relatives à l'équipe principale : 255.</p> <p>REPLACER PAR : Exigences cotées relatives à l'équipe principale : 245.</p> <p>SUPPRIMER : Total des exigences cotées : 355.</p>
-------	---	---	--	---

			REEMPLACER PAR : Total des exigences cotées : 345.
4.2 et 4.3, Critères d'évaluation techniques de l'équipe principale	Les critères RCD-O1 et RCD-C1 indiquent que « [dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base ». Nous suggérons que dans le secteur de la défense, il n'y a pas de différence entre 50 000, 100 000 et 200 000 enregistrements de données de base lors de l'élaboration d'un plan de correction des données. L'ordre de grandeur est comparable, et un plan de correction des données prévoyant 50 000 enregistrements de base peut être mis en œuvre pour 200 000 enregistrements; la plupart des gestionnaires d'équipements gèrent moins de 50 000 FE sérialisées. Des systèmes complexes et complets comprenant bien moins que 200 000 enregistrements ont été développés et mis en œuvre. En résumé, le volume d'enregistrements n'a pas d'incidence sur la capacité ou la fonctionnalité du système. Nous demandons donc que l'exigence de volume soit modifiée pour passer de 200 000 à un volume allant de 50 000 à 100 000.	La ressource de RCD la plus qualifiée ne sera pas concurrentielle, et nous devrons proposer une ressource moins qualifiée. En outre, la dotation en personnel local est un problème particulier compte tenu du grand nombre d'enregistrements requis.	<p>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (articles G-I).</p> <p>Modification des enregistrements de données de base pour les critères RCD-O1 et RCD-C1, les faisant passer à 50 000, comme suit :</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.2, Responsable de la correction des données, RCD-O1 :</p> <p>SUPPRIMER : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>REEMPLACER PAR : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.3, Responsable de la correction des données, RCD-C1 :</p> <p>SUPPRIMER : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>REEMPLACER PAR : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>À l'appendice B de l'annexe A – Grille d'évaluation relative aux autorisations de tâches, Section A3 – Responsable de la correction des données, RCD-O1 :</p> <p>SUPPRIMER : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>REEMPLACER PAR : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base. »</p>

QS-08

QS-09	10.1 et 10.3	<p>10.0 LANGUAGE</p> <p>L'article 10.1 indique ce qui suit : « L'entrepreneur doit offrir des services au MDN dans les deux langues officielles canadiennes (français et anglais), d'après la définition qui figure dans l'autorisation de tâche (DND 626) ».</p> <p>L'article 10.3 indique que « [l]e gestionnaire de projets de correction et de marquage des données et de gestion de matériels en série doit bien maîtriser l'anglais et le français ».</p> <p>Notre gestionnaire de projets le plus qualifié obtiendrait presque tous les points, à l'exception de ceux relatifs à l'exigence de bilinguisme (qui l'exclut de la course). Nous sommes en mesure de fournir un service bilingue en utilisant un autre membre opérationnel de l'équipe qui peut également faire office de traducteur. Pouvez-vous donc supprimer l'exigence 10.3 tout en demandant toujours une capacité bilingue générale au sein de l'équipe? Notez que notre intention serait de commencer avec notre gestionnaire de projets le plus compétent, de faire appel au soutien de notre personnel bilingue existant, puis de passer à une ressource locale entièrement bilingue.</p>	Notre meilleure ressource de gestion de projets unilingue ne sera pas concurrentielle.	<p>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (Articles J-L).</p> <p>Modification de l'exigence de bilinguisme.</p> <p>À l'annexe A – Énoncé des travaux (EDT), paragraphes 10.2 à 10.5 : SUPPRIMER : les paragraphes 10.2 à 10.5 en totalité. REMPLACER PAR : 10.2 Tous les produits livrables doivent être fournis en anglais. Tous les documents de formation et le matériel didactique doivent être fournis en anglais et en français, comme il est précisé dans l'autorisation de tâches.</p> <p>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (article M).</p>
QS-10	5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée	<p>Le lien fourni dans ce paragraphe mène vers une erreur 404, page introuvable. Pouvez-vous confirmer qu'une liste des administrateurs de</p>	Hyperlien non fonctionnel	<p>L'hyperlien intégré est défectueux.</p> <p>Veuillez utiliser le lien suivant : https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-iff/politique-policy-fra.html</p>

QS-11	Exigences de sécurité aux pages 30 à 33, 38 à 40 et 134 à 141. Les sections concernées sont les articles 6, 6.1, 6.3, 7 et 7.5 et l'annexe C.	<p>l'entreprise est requise pour répondre à cette exigence?</p> <p>Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html), le soumissionnaire doit présenter les documents exigés, s'il y a lieu, afin que sa soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.</p> <p>Nous souhaitons confirmer que seul l'entrepreneur principal est tenu de fournir les ressources nécessaires pour répondre aux exigences de sécurité.</p>		
QS-12	7.1.1.3 (page 78)	L'État pourrait-il confirmer que toutes les étiquettes d'IU fournies doivent répondre aux exigences de vérification de la norme ISO:15415:2011 et obtenir une note minimale de « B »?	<p>La gamme d'étiquettes d'IU fournies doit consister en des modules dont la taille varie de 0,19 à 0,635 mm et être faite d'aluminium photoanodisé ou de matériaux polyacryliques. Il est habituel de vérifier les codes 2D selon la norme ISO : TR29158 (note minimale de « C ») OU selon la norme ISO:15415 (note minimale de « B »), au choix du fournisseur, pour réduire au minimum le coût de mise en œuvre ou la possibilité de</p>	<p>Voir QS-04.</p> <p>Les ressources doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, qu'il s'agisse de ressources de l'entrepreneur principal ou d'un sous-traitant, comme il est indiqué dans l'appendice A de l'annexe C – Guide de sécurité supplémentaire.</p>
QS-12	7.1.1.4	<p>Annexe A – Énoncé des travaux :</p> <p>Tous les codes à barres 2D lisibles par machine doivent utiliser la syntaxe CEI/ISO 15434;</p> <p>INSÉRER</p> <p>a. L'équipement nécessaire au marquage direct des pièces d'IU doit être vérifié selon la norme ISO TR29158 et obtenir une note globale minimale de « B ». Un plan d'échantillonnage conforme à la norme CEI/ISO 2859-1 est acceptable (l'entrepreneur doit proposer une limite de qualité acceptable pour approbation par le MDN);</p>		

			limitation technique. Il sera beaucoup plus difficile et peut-être impossible, dans certains cas, d'attribuer une note selon la norme ISO:15415 à des modules de 0,19 mm produits avec un laser plat sur les matériaux demandés.	Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article B).
QS-13	10.0 (page 132)	L'État pourrait-il confirmer quelles exigences en matière d'hébergement et de sécurité s'appliquent aux services publics en nuage (FedRAMP, NIST, CST, etc.)?	Cette question vise à préciser les implications financières concernant l'hébergement en nuage fourni par l'entrepreneur.	Supprimer toute mention de nuage public tout au long de l'Énoncé des travaux, de la Base de paiement et du Barème de prix : Annexe A – Énoncé des travaux : SUPPRIMER : la section 7.3.4.1.c. en entier. Annexe B – Base de paiement SUPPRIMER : le tableau 10.0 en entier. Pièce jointe 4.2 – Barème de prix, tableau 5.3 : SUPPRIMER : le tableau 5.4 en entier. Pièce jointe 4.2– Barème de prix, tableau 5.4 : SUPPRIMER : Prix total pour le Registre de numéro d'identification unique (Nuage public) SUPPRIMER : « Prix moyen des Registres (Prix total des Registres + 3) » REEMPLACER PAR : « Prix moyen des Registres (Prix total des Registres + 2) »
QS-14	4.1.5 (page 64)	Pour chaque étiquette d'UI, faut-il fournir trois étiquettes d'emballage d'IAU à apposer sur 1) les conteneurs d'unités, 2) les conteneurs intermédiaires et 3) les conteneurs extérieurs? En ce qui concerne la capacité « prête à l'utilisation », y compris la méthode de fixation et les produits consommables de préparation de la surface, veuillez confirmer si des vis ou des rivets sont nécessaires dans	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des étiquettes d'emballage d'IAU.	Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (Article C). Toute les étiquettes d'emballage sont imprimées sur demande; par conséquent, aucune mise en trousse/aucun traitement n'est requis.
QS-15	7.1.1.15 (page 79)		Cette question vise à clarifier les exigences techniques et les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des articles utilisant la capacité « prête à l'utilisation ».	La capacité prête à l'utilisation doit permettre l'application du marquage conformément à la spécification de marquage approuvée, y compris tous les produits consommables requis, mais sans l'outillage. Annexe A – Énoncé des travaux : SUPPRIMER : la section 7.1.1.15 en entier;

		le cadre de la livraison d'étiquettes trouées.		REEMPLACER PAR : « 7.1.1.15 L'entrepreneur devra développer et livrer une trousse préemballée pour les articles qui devront être marqués à une date ultérieure par une entité autre que l'entrepreneur en correction et marquage des données (CMD) (par exemple, un spécialiste de l'entretien ou un installateur). Cette trousse « à laisser sur place » comprendrait tout ce qui est nécessaire pour appliquer la marque conformément aux spécifications de marquage approuvées, y compris des étiquettes, une méthode d'adhésion et de fixation, tout produit consommable d'équipement, tout produit consommable visant la préparation de la surface et des instructions comprenant des images de la méthode d'application; »
QS-16	6.2.4.4 et 7.1.1.16 et annexe 1 (pages 75, 79 et 94)	L'État pourrait-il confirmer si les matériaux, les tailles et les styles utilisés pour les étiquettes d'emballage d'IAU doivent correspondre à ceux des étiquettes d'IU?	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des étiquettes d'emballage d'IAU.	Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (Article D). Les marques d'emballage sur demande devraient être apposées à l'aide de rouleaux d'étiquettes disponibles dans le commerce d'une largeur entre 3 à 5 pouces, ou de rouleaux de papier de format A5 ou 4 par 6 apposés de manière adhésive. Le MDN pourrait envisager d'autres formats sur demande écrite. À l'annexe A – Énoncé des besoins : Section 7.1.1.16: INSÉRER a. Les étiquettes d'emballage d'IAU doivent être produites conformément aux AAP-44A et AAITP-02. Les étiquettes d'emballage d'IAU doivent être imprimées sur des rouleaux d'étiquettes disponibles dans le commerce d'une largeur inférieure à 3 à 5 pouces de rouleaux de papier de format A5 ou 4 par 6 apposés de manière adhésive. L'étiquette doit comporter une marque PDF417 appropriée au matériel contenu dans l'emballage et le(s) numéro(s) de série du matériel contenu dans l'emballage, lisible à l'œil nu. Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article H).
QS-17	7.2.5.3, 7.2.5.7, 7.2.5.8, 7.2.5.9 (page 83)	Quel dispositif de fixation est nécessaire pour obtenir une fenêtre de marquage d'au moins 10 cm de largeur sur 6 cm de longueur et produire des modules de 0,19 à 0,635 mm ainsi que des codes 2D d'une superficie allant jusqu'à 25,4 mm	Il faudra utiliser plusieurs broches et têtes de broches pour répondre aux exigences de cette DP, ce qui rendra l'obtention de résultats satisfaisants.	Annexe A – Énoncé des travaux : Section 7.2.5.3: SUPPRIMER : « Avoir une fenêtre de marquage d'au moins 10 centimètres de large par 6 centimètres de long; »

		x 25.4 mm? En général, une plaque à fente en T est fournie, et il est possible d'y fixer une pince ou un dispositif rotatif. L'État envisage-t-il de modifier la DP afin de permettre la proposition d'un système portatif de marquage par micro percussion, qui peut également être monté sur colonne avec une fenêtre de marquage légèrement plus petite? En outre, l'État envisagera-t-il de restreindre la taille des cellules requise pour le marquage par micro percussion?		REEMPLACER PAR : « Avoir une fenêtre de marquage d'au moins 9 centimètres de large par 5 centimètres de long; »
QS-18	7.2.4.4.5 (page 82)	Veillez confirmer si l'État fournit la plomberie pour la ventilation externe OU si l'entrepreneur doit fournir un système de ventilation autonome avec traitement HEPA et filtration des COV dans l'enceinte du laser.	Tout système de marquage au laser destiné à être utilisé avec la gamme de matériaux précisée au point 7.2.4.5 doit être doté d'un certain type de ventilation pour extraire les fumées résultant du processus de gravure et de découpe, en particulier avec les matériaux polyacryliques. Toute fumée qui s'accumule dans l'enceinte de marquage diffracte le faisceau laser et nuit à la qualité du marquage. En outre, des fumées caustiques peuvent être générées par le processus de marquage et de découpe; ces machines ne peuvent pas être utilisées en toute sécurité sans une ventilation extérieure ou autonome.	Section 11.4 : INSÉRER : 11.4.3 L'entrepreneur doit procurer tout l'équipement et le matériel nécessaires pour fournir les services et les produits livrables sur place, comme il est indiqué dans l'autorisation de tâches.
QS-19	7.2.4.4.4 (page 82)	Veillez confirmer si un dispositif rotatif servant à fixer et à faire tourner les pièces cylindriques à marquer au laser répond à cette exigence.	Les pièces plates peuvent être posées sur le banc laser sans être fixées.	Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article E). L'entrepreneur doit fournir le système de ventilation selon les besoins.
QS-20	Appendices 1 à 7 (page 94)	L'État a-t-il l'intention de demander à l'entrepreneur de produire les étiquettes d'emballage d'IAU à la demande sur le terrain ou dans les stations de marquage situées sur la base afin de les imprimer en même temps que les étiquettes d'IU?	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des étiquettes d'emballage d'IAU.	L'État acceptera toute solution pour la spécification. L'entrepreneur peut en déterminer la particularité à sa discrétion.
				Il s'agit de produire des étiquettes d'IAU sur demande.

QS-21	4.3 Critères d'évaluation cotés de l'équipe principale	<p>Au critère RCD-C1, il faut « démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience, acquise au cours des soixante (60) derniers mois, dans la planification, la documentation et l'exécution d'activités importantes... » En ce qui a trait aux trois autres critères cotés pour le RCD, il est question d'avoir une expérience SAP, ce qui confère la priorité à l'expérience requise pour une technologie particulière et limite notre capacité à obtenir une note concurrentielle pour une ressource par ailleurs extrêmement expérimentée. Nous avons aussi remarqué dans d'autres exigences des délais admissibles comme 15 ans pour E-C1; 10 ans pour CPD-O1 etc. Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir prolonger le délai de 60 mois à 120 mois. Pourriez-vous nous confirmer que ce sera possible?</p>	<p>Trois des quatre exigences sont propres à la technologie, ce qui tend à exclure les ressources de remédiation des données autrement qualifiées.</p>	<p>Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.3, Responsable de la correction des données, RCD-C1:</p> <p>SUPPRIMER : « RCD-C1 En plus de répondre au critère RCD-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience, acquise au cours des soixante (60) derniers mois, dans la planification, la documentation et l'exécution d'activités importantes* de correction des données de base**, notamment des enregistrements de données de base dans un système de PRE. »</p> <p>REPLACER PAR : « RCD-C1 En plus de répondre au critère RCD-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience, acquise au cours des cent-vingt (120) derniers mois, dans la planification, la documentation et l'exécution d'activités importantes* de correction des données de base**, notamment des enregistrements de données de base dans un système de PRE. »</p> <p>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article F).</p>
QS-22	EEMI-C3	<p>Selon l'exigence, « Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un diplôme d'études postsecondaires. » Nous vous demandons de bien vouloir supprimer cette exigence car nous estimons que des études postsecondaires n'ont aucun lien avec la nature spécialisée des travaux. Nous croyons que l'expérience de travail directe indiquée dans l'exigence (surtout en lien avec les applications militaires) devrait constituer le seul critère. (Nous aimerions faire remarquer que des études postsecondaires ne sont pas requises même le chef de projet/directeur et que ces</p>	<p>Pour garantir que la ressource la plus directement qualifiée et disposant d'une expérience directe soit concurrentielle.</p>	<p>Pièce jointe 4.1; Tableau 4.3 – Critères techniques cotés de l'équipe principale :</p> <p>SUPPRIMER : EEMI-C3 en entier;</p> <p>Faire passer le nombre de points disponibles à 80 (par rapport à 100);</p> <p>Faire passer le nombre de points disponibles à 40 (par rapport à 50).</p> <p>Tableau 5.1 :</p> <p>SUPPRIMER : EEMI-C3 en entier;</p> <p>Faire passer le nombre de points disponibles à 40 (par rapport à 100);</p>

QS-23	Modification 002 , QS-04	Est-ce que cela s'applique également à un sous-traitant étranger d'un pays membre de l'OTAN?	<p>Notre équipe comprend un sous-traitant étranger, qui doit fournir des équipements et du matériel d'étiquetage à un entrepreneur principal canadien.</p> <p>Ce sous-traitant n'aura pas à accéder à des sites et/ou à des renseignements nécessitant une cote de fiabilité. Ainsi, on suppose que ce sous-traitant n'a pas à détenir une attestation de sécurité d'installation (ASI) de niveau Secret.</p> <p>Vous pouvez confirmer.</p>	<p>Faire passer le nombre de points disponibles à 40 (par rapport à 50)</p> <p>Tableau 5.2 :</p> <p>Faire passer le pointage de critères cotés pour les ressources de l'équipe principale à 225 (par rapport à 245);</p> <p>Faire passer le nombre total de points disponibles à 325 (par rapport à 345)</p> <p>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article G).</p> <p>Si un sous-traitant étranger n'a pas besoin d'accéder aux zones / atouts / informations restreints, il n'a pas besoin d'une cote de sécurité d'installation.</p>
QS-24	E-O3 et E-C3 de la DP et modification 002 , QS-08 :	Nous demandons à ce que le volume de 200 000 enregistrements de données de base soit modifié à 50 000 enregistrements de données de base.	<p>Par souci d'uniformité et conformément à la logique de la réponse à la QS-08 de la modification 002, nous demandons à ce que la définition : « *Dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base » utilisée pour le RCD soit également appliquée dans l'ensemble de la DP, y compris dans les exigences E-O3 et E-C3.</p>	<p>Dans les exigences E-O3 et E-C3, nous avons réduit le nombre d'enregistrements de données de base à 50 000.</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 3.1 — Critères d'évaluation techniques obligatoire de l'entreprise :</p> <p>MODIFIER E-O3 comme suit :</p> <p>« *Dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base ».</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 3.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE</p> <p>MODIFIER E-C3 comme suit :</p>

QS-25	GP-O3 de la DP	L'État accepterait-il un baccalauréat obtenu d'un institut technique?	Selon nous, un baccalauréat obtenu d'un institut technique devrait être considéré comme équivalent dans ce contexte. Veuillez confirmer.	<p>« *Dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base ».</p> <p>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article A).</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>SUPPRIMER : GP-O3 entièrement.</p> <p>INSÉRER ce qui suit à GP-O3 :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un diplôme d'études postsecondaires.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une copie du diplôme d'études postsecondaires obtenu par ressource proposée. »</p> <p>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article B).</p> <p>Supprimer toute exigence de références pour les ressources et conserver l'exigence de références pour l'expérience du soumissionnaire uniquement.</p> <p>À la Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>SUPPRIMER ce qui suit à CDP-O1 :</p> <p>« Le soumissionnaire doit fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none">• Nom du client;• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et• Description des services fournis. <p>SUPPRIMER ce qui suit à GP-O4 :</p> <p>« Le soumissionnaire doit fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p>
QS-26	Pièce jointe 4.1 — Critères d'évaluation techniques	L'État accepterait-il des projets sans référence, à condition qu'au moins un projet avec une référence soit utilisé pour étayer la conformité à chaque exigence?	Les références qui pourraient servir à vérifier l'expérience des candidats sont de plus en plus difficiles à fournir pour les projets antérieurs, et ce, pour de nombreuses raisons, y compris, mais sans s'y limiter, les départs à la retraite, les changements de poste. En outre, et c'est plus fréquent : pour des raisons de sécurité, plusieurs responsables des programmes liés à la défense des clients n'ont pas la permission de discuter du projet en dehors de l'équipe de projet, surtout s'il s'agit d'un programme international.	<p>Exiger une référence pour tous les projets limitera considérablement les exemples de projets pouvant être utilisés et entravera la</p>

		capacité à fournir les meilleurs projets pour répondre à chaque exigence.	<ul style="list-style-type: none">• Nom du client;• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et• Description des services fournis. » <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.3 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>SUPPRIMER ce qui suit à GP-C4 :</p> <p>« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none">• Nom du client;• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et• Description des services fournis. » <p>SUPPRIMER ce qui suit à RCD-C2 :</p> <p>« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none">• Nom du client;• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et• Description des services fournis. » <p>SUPPRIMER ce qui suit à RCD-C3 :</p> <p>« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none">• Nom du client;• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et• Description des services fournis. »
--	--	---	--

QS-27	CPD-O1, CDP-O2, EEMI-O1, EEMI-C1 de la DP	Nous demandons que l'expérience relative à l'équipe et aux organisations militaires soit remplacée par de l'expérience relative aux organisations gouvernementales et aux équipements Industriels.	Les exigences pour les organisations gouvernementales et les équipements industriels sont aussi, ou plus, rigoureuses que celles définies pour l'équipement et les organisations militaires. On suppose que l'expérience associée à l'exécution de ces programmes pourrait être utilisée pour répondre à ces exigences. Veuillez confirmer.	<p>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article C).</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>MODIFIER CDP-O1 comme suit :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des dix (10) dernières années, à titre de chef de projet ou de directeur dans le cadre de deux (2) projets distincts portant sur la mise en œuvre de programmes importants* d'étiquetage et de marquage d'IU de l'équipement existant conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130) pour des organisations militaires ou des organisations gouvernementales. »</p> <p>MODIFIER l'exigence CDP-O2 comme suit :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins 60 mois d'expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, dans la mise en œuvre de programmes d'étiquetage et de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130) pour des organisations militaires ou des organisations gouvernementales. »</p> <p>MODIFIER EEMI-O1 comme suit :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins 24 mois d'expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, dans l'élaboration* de spécifications de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme MIL-STD-130, lesquelles décrivent comment appliquer une IU à divers types d'équipement militaire ou industriel existant. »</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.3 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>MODIFIER EEMI-C1 comme suit :</p>
-------	---	--	---	--

QS-28	Article C de la modification 003 et QS-13	Merci de bien vouloir confirmer que le Tableau 5.3 du Barème de prix est supprimé.	Merci de clarifier la question, car dans la modification, on peut lire ce qui suit : Pièce jointe 4.2 – Barème de prix, tableau 5.3 : Supprimer : le tableau 5.4 en entier.	<p>« En plus de répondre au critère EEMI-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience dans l'élaboration* de spécifications de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme MIL-STD-130, lesquelles décrivent comment appliquer une IU à divers types d'équipement militaire ou industriel existant. »</p> <p>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article D). Modification no 003 à la demande de soumissions, Article C (QS-13) :</p> <p>Précisions à :</p> <p>Pièce jointe 4.2 : Barème de prix, Tableau 5.3 :</p> <p>SUPPRIMER : le Tableau 5.3 en entier.</p>
QS-29	Modification 003	<p>1. La modification indique ce qui suit : Pièce jointe 4.2 : Barème de prix, Tableau 5.3 : « SUPPRIMER : le tableau 5.4 en entier ». Veuillez confirmer qu'on devrait lire 5.3 et non pas 5.4.</p> <p>2. En outre, merci de confirmer que dans le tableau 5.4, « Prix total pour le Registre de numéro d'identification unique (Nuage public) » devrait se lire comme suit : « Prix total pour le Registre de numéro d'identification unique (modèle SaaS) ».</p>	<p>1. On suppose une erreur typographique pour « 5.3 ».</p> <p>2. Il n'y a pas eu de demande officielle de supprimer la référence à « nuage public ».</p>	<p>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article E).</p> <p>1. Voir la réponse à la QS-28.</p> <p>2. Voir la réponse à la QS-13.</p>
QS-30	DP CDP-O1, CDP-O2, EEMI-O1, EEMI-C1	Les exigences actuelles prévoient de l'expérience auprès d'organisations militaires et sur de l'équipement militaire. L'État envisagerait-il de tenir compte de l'expérience auprès	Nous avons trouvé de potentiels membres de l'équipe ayant une grande expérience du marquage dans des secteurs gouvernementaux autres que	Voir la réponse à la QS-27.

		d'organisations gouvernementales et sur des équipements industriels?	le secteur militaire. Les normes qu'ils appliquent donnent lieu à des directives plus strictes que celles de la norme STANAG 2290 sur des articles très variés. Cette diversité et cette expérience seraient mises à profit pour employer des stratégies améliorées.	
QS-31	DP E-C2, E-C3, E-O3, et modification 002 QS-08	Par souci de cohérence, l'État envisagerait-il d'appliquer le changement de seuil de 200 000 à 50 000 dans la définition de « important » à toutes les exigences applicables? Il s'agirait notamment des critères E-C2, E-C3 et E-O3.	Cela permettrait d'établir une cohérence dans l'ensemble de la DDP et reposerait sur le même raisonnement qui sous-tend la réponse à la QS-08 de la modification 002. Nous demandons que la modification apportée à la définition du terme « important » dans le contexte de la correction des données, qui fait passer le seuil minimum à 50 000 enregistrements de données de base, soit reflétée dans l'ensemble de la DDP.	E-C2 est modifié comme indiqué en détail dans QS-48.
QS-32	Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation techniques	Nous demandons à l'État d'envisager d'accepter des projets sans références si chaque exigence comporte au moins un projet avec des références à l'appui.	Dans le secteur de la défense, il est très rare que des entités exposent publiquement leurs processus ou stratégies à des tiers, surtout lorsque des cotes de sécurité sont requises. En outre, le fait d'indiquer officiellement les coordonnées de ces entités sur des documents, quels qu'ils soient, ou d'obtenir l'autorisation de parler d'elles à des tiers demande un examen juridique approfondi de leur part. Enfin, dans certains cas, le point de contact n'occupe plus le même poste, en raison d'un changement d'emploi, d'un départ à la retraite, etc.	Voir la réponse à la QS-26.

QS-33	Sous-alinéa 7.1.1.15 (page 79) QS-15, (page 15)		L'exigence d'une référence et les contraintes qui l'accompagnent limiteront fortement le nombre de projets fournis et donc la capacité à fournir les meilleurs projets pour chaque exigence énumérée.	Non, il n'inclut pas les étiquettes d'emballage d'IAU.
QS-34	Sous-alinéas 6.2.4.4, 7.1.1.16, Appendice 1, (pages 75, 79, 94) QS-16, (page 16)	En ce qui concerne les étiquettes d'emballage d'IAU, l'État exige-t-il que l'entrepreneur fournisse l'ensemble des imprimantes, des scanners et des produits consommables nécessaires pour assurer la capacité d'impression à la demande?	Cette question vise à clarifier les exigences techniques et les implications financières de la production et de la mise en trousse/manipulation de la capacité « prête à l'utilisation ».	Oui, l'État exige que l'entrepreneur fournisse l'ensemble des imprimantes, des numériseurs et des produits consommables nécessaires pour assurer la capacité d'impression à la demande.
QS-35	ANNEXE A – Énoncé des travaux Sous-alinéa 7.1.1.18	Pour les modèles 8 à 12 « Adhésif autocollant et/ou trous pour attaches mécaniques », y a-t-il des circonstances dans lesquelles des modèles adhésifs et des modèles à trous pourraient être tous deux commandés? La tarification doit-elle inclure les deux méthodes de fixation?	Demande de clarification	Annexe A – Énoncé des travaux : Dans le tableau au sous-alinéa 7.1.1.18, modifier les rangées 8 à 12 pour inclure ce qui suit : « Adhésif autocollant et/ou trous pour attaches mécaniques. » Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article A).
QS-36	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 11.5 « Santé et sécurité des ressources de l'entrepreneur »	Existe-t-il des exigences spécifiques en matière de santé et de sécurité au travail?	Demande de clarification	Le sous-alinéa 11.5.1 précise l'équipement de protection individuelle (EPI) minimal requis pour entrer dans les lieux de stockage. Tout équipement supplémentaire requis pour exécuter les tâches pourrait s'ajouter à cet EPI, par exemple lunettes de sécurité, respirateurs, etc., et doit être fourni par l'entrepreneur. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que son personnel possède l'équipement approprié et que toutes les précautions sont prises au moment d'exécuter ces tâches. Les ressources de l'entrepreneur ne pourront pas entrer dans la zone dangereuse si l'entrepreneur ne leur fournit pas l'EPI approprié.
QS-37	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 8.2	Le paragraphe 8.2 mentionne le travail dans des espaces confinés. Est-ce différent de ce qui est décrit au https://www.cchst.ca/oshanswers/hsprograms/confinedspace_program.html	Demande de clarification	La description des espaces confinés présentée dans le lien fourni est correcte. À l'annexe A de l'Énoncé des travaux, SUPPRIMER le paragraphe 8.2, et le REMPLACER par ce qui suit :

				<p>8.2 Les responsables du marquage d'IU, les techniciens d'application des étiquettes d'IU, les techniciens de marquage d'IU direct des pièces et les techniciens de validation et de vérification des IU devront se tenir debout ou assis pendant de longues périodes, travailler dans des espaces confinés ou à 15 mètres de hauteur, et grimper dans des échelles: https://www.ccohs.ca/oshanswers/hsprograms/confinedspace_program.html</p> <p>Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article B).</p>
QS-38	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 8.2	Quelles formations ou certifications supplémentaires sont requises pour le travail dans des espaces confinés ou à 15 mètres de hauteur?	Demande de clarification	<p>Une formation conforme à la réglementation fédérale et provinciale locale pour le travail dans des espaces confinés sera requise. Il sera également nécessaire d'assurer une coordination avec chaque site pour se conformer aux systèmes de sécurité propres au site, d'autant plus que certains seront des systèmes hybrides s'étendant au-delà du périmètre de sécurité, particulièrement en ce qui concerne le contrôle de l'accès.</p> <p>Une formation conforme à la réglementation fédérale et provinciale locale sur le travail en hauteur ou l'utilisation de dispositifs de levage sera nécessaire.</p> <p>Il faut s'attendre à ce que les équipes sur site soient tenues de fournir à tout moment la preuve de leur formation et de leurs justificatifs de sécurité</p>
QS-39	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 8.2	Les responsables du marquage d'IU, les techniciens d'application des étiquettes d'IU, les techniciens de marquage d'IU direct des pièces et les techniciens de validation et de vérification des IU devront-ils manipuler des armes? Si oui, une certification ou une formation est-elle requise?	Demande de clarification	<p>Oui, ils manipuleront des armes et des composants d'armes. L'entrepreneur ou le sous-traitant pour lequel ils travaillent doit détenir une certification en matière de marchandises contrôlées et chaque personne doit satisfaire aux sous-exigences de cette certification.</p> <p>Pour les travaux effectués dans des installations gouvernementales, l'entrepreneur n'est pas tenu de posséder un permis d'exploitation pour le transport, le stockage ou la possession d'armes à feu. Les ressources sont généralement considérées comme des « agents d'un organisme gouvernemental » au titre de la <i>Loi sur les armes à feu</i>, et les Forces canadiennes sont expressément exemptées de cette loi. C'est donc dire que pourvu qu'elles respectent toutes les directives locales sur l'équipement et que rien n'est enlevé du site, elles sont autorisées à manipuler des armes à feu à des fins de marquage.</p> <p>Pour les travaux effectués sur les sites de travail du gouvernement où des armes à feu seront accessibles, les ressources doivent avoir reçu une formation adéquate sur la manipulation sûre (qui ne sera pas fournie par le MDN) qui s'applique aux tâches qu'elles effectueront (en précisant</p>

QS-40	APPENDICE 1 : CONCEPT D'OPÉRATION	Qu'attend-on par « Marquage des dispositifs de gestion des travaux sur le terrain (propriété de l'entrepreneur; à la garde du MDN) » ? a. Si l'entrepreneur fournit ces services, leur prix doit-il être indiqué séparément? b. Si oui, de combien de dispositifs s'agit-il? c. Quelles sont les exigences en matière de compatibilité, le cas échéant?	Demande de clarification	que les ressources ne tireront pas, ne transporteront pas ou n'entreposeront pas d'armes ni n'auront accès à des munitions). Il faut s'attendre à ce que les équipes sur site soient tenues de fournir à tout moment la preuve de leur formation et de leurs justificatifs de sécurité Annexe A – Énoncé des travaux : SUPPRIMER : « Appendice 1 : Concept d'opération » dans son intégralité REPLACER PAR : « Appendice 1 : Concept d'opération (révisée) vers 2025 » Le diagramme révisé se trouve dans Amd005 (article C). Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article C).
QS-41	ANNEXE A – Énoncé des travaux Alinéas 7.2.4 et 7.2.5	L'installation et la formation font-elles partie des exigences? Si oui, doivent-elles être incluses dans le prix?	Demande de clarification	Oui, la formation et l'installation devraient être incluses dans le prix.
QS-42	S. O.	Nous demandons respectueusement que la date de clôture des soumissions soit prolongée de trois semaines jusqu'au 9 juin.	Les réponses potentielles aux questions posées sont pertinentes à la soumission de notre offre. De plus, les retards dus à la pandémie de COVID-19 nuisent à la capacité des soumissionnaires de qualifier des ressources et d'obtenir des références.	La date de clôture des soumissions est par la présente reportée au mardi 26 mai 2020, à 14 h HAE. Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article D).
QS-43	4.3.3 (a)	Concernant la définition d'un membre d'équipe en lien avec la démonstration de l'expérience de l'entreprise, pouvez-vous définir plus précisément le terme « sous-traitant majeur de premier niveau » ?	Nous avons formé une équipe de trois entreprises, dont deux sont des entreprises américaines ayant beaucoup d'expérience à offrir. L'autre est une entreprise canadienne qui possède de l'expérience de travail avec le gouvernement canadien et servira d'entrepreneur principal pour cette proposition comme de réserve où transférer l'expérience des entreprises américaines, assurant ainsi un soutien futur. L'entreprise canadienne mettra en place des accords	Section 4.3.3.a Évaluation de l'expérience des membres de l'équipe du soumissionnaire: SUPPRIMER : sous traitant majeur de premier niveau REPLACER PAR : premier sous-traitant *; * Un sous-traitant qui entretient avec un fournisseur une relation contractuelle directe faisant en sorte qu'ils doivent accomplir une partie des travaux prévus par un contrat conclu entre le fournisseur et le Canada (« travaux » désigne toutes les activités à exercer, tous les services, les biens et l'équipement à fournir, toutes les questions à régler et toutes les tâches à accomplir par l'entrepreneur en vertu du contrat),

QS-44	4.3.3 (b)	Concernant la définition d'un membre d'équipe en lien avec la démonstration de l'expérience personnelle, pouvez-vous définir plus précisément le terme « tout sous-traitant majeur de niveau un »?	de partenariat pour la durée de ce programme. Nous voulons nous assurer que l'expérience de nos partenaires américains est permise. Nous avons formé une équipe de trois entreprises, dont deux sont des entreprises américaines ayant beaucoup d'expérience à offrir. L'autre est une entreprise canadienne qui possède de l'expérience de travail avec le gouvernement canadien et servira d'entrepreneur principal pour cette proposition comme de réserve où transférer l'expérience des entreprises américaines, assurant ainsi un soutien futur. L'entreprise canadienne mettra en place des accords de partenariat pour la durée de ce programme. Nous voulons nous assurer que l'expérience de nos partenaires américains est permise.	sauf si le sous-traitant ne fait que fournir des produits commerciaux au fournisseur. (2016-04-04) Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article E). Section 4.3.3.b Évaluation de l'expérience des membres de l'équipe du soumissionnaire: SUPPRIMER : sous traitant majeur de premier niveau REEMPLACER PAR : premier sous-traitant *; * Un sous-traitant qui entretient avec un fournisseur une relation contractuelle directe faisant en sorte qu'ils doivent accomplir une partie des travaux prévus par un contrat conclu entre le fournisseur et le Canada (« travaux » désigne toutes les activités à exercer, tous les services, les biens et l'équipement à fournir, toutes les questions à régler et toutes les tâches à accomplir par l'entrepreneur en vertu du contrat), sauf si le sous-traitant ne fait que fournir des produits commerciaux au fournisseur. (2016-04-04)
QS-45	QS-27 (Modification n° 4) CPD-O1, CDP-O2, EEMI-O1, EEMI-C1 de la DDP	La question suivante (QS-27) a été posée et la demande a été acceptée : « Nous demandons que l'expérience relative à l'équipe et aux organisations militaires soit remplacée par de l'expérience relative aux organisations gouvernementales et aux équipements industriels. Les exigences pour les organisations gouvernementales et les équipements industriels sont aussi, ou plus, rigoureuses que celles définies pour l'équipement et les organisations militaires. On suppose que l'expérience associée à l'exécution de ces programmes pourrait être utilisée pour	Comme mentionné dans la question, nous croyons qu'accepter des ressources qui ne comprennent pas les normes uniques et exigeantes de la défense et les conséquences d'une erreur est lourd de risques – pas seulement pour l'État, mais aussi pour les membres des FAC en service.	Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article E). La réponse à la question QS-27 indique «.. pour les organisations militaires OU les organisations gouvernementales » et «...types d'équipement militaire OU d'équipement industriel ». Veuillez noter que c'est le mot « ou » qui figure dans les deux cas et non « et » comme il est indiqué dans la question. L'objectif des critères CPD-O1, CPD-O2, EEMI-O1 et EEMI-C1 est l'expérience avec la STANAG 2290 ou la norme militaire 130 (MIL-STD-130). Les ressources doivent détenir cette expérience pour être conformes, que cette expérience ait été acquise par l'entremise « d'organisations militaires ou gouvernementales » ou « d'équipements militaires ou industriels ». Par conséquent, la question QS-27 demeure. L'exigence cotée ne sera pas modifiée.

		<p><i>répondre à ces exigences. Veuillez confirmer. »</i></p> <p>La demande a été acceptée et les passages « ou des organisations gouvernementales » et « ou [équipement] industriel » ont été ajoutés.</p> <p>Nous vous demandons de reconsidérer cet ajout des organisations gouvernementales et de l'équipement industriel pour deux raisons :</p> <p>Premièrement, nous ne connaissons pas de normes de programme d'IU qui égalent ou dépassent celles de l'accord STANAG 2290 ou la norme militaire 130 (MIL-STD-130) (certainement aucune plus rigoureuse). D'après cette compréhension, il semblerait n'y avoir aucune manière d'évaluer ou de confirmer qu'un projet du gouvernement (ou de l'industrie) soit équivalent à un projet conforme à l'accord STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130), qui sont très détaillés, complexes, exigeants et documentés.</p> <p>Deuxièmement, les différences entre l'équipement militaire et celui du gouvernement sont extrêmes. C'est pourquoi le MDN possède une description précise des éléments de données qui lie chaque fournisseur de la défense. Comme le sait le client final de cette DDP, la description des éléments de données (DED) définit précisément le contenu et le format des données ainsi que leur utilisation prévue avec un objectif principal de</p>		
--	--	---	--	--

		<p>normalisation par le MDN. Les exigences en fait de contenu et de format pour les DED sont définies davantage dans les normes militaires. L'usage de DED met en évidence la nature unique et exigeante des besoins en matière de défense.</p> <p>Conformément à cette rigueur par exemple, la norme MIL-STD-130 décrit le marquage d'identification des biens militaires et constitue une spécification utilisée pour donner des directives sur la manière de marquer les articles de la défense (incluant les exigences concernant les codes 2D d'identification unique lisibles à la machine, les matériaux permis, la taille minimale du texte, la police de caractères, le format, la syntaxe et les règles pour identifier les marques sur un article, l'endroit du marquage, plus les exceptions et les situations uniques).</p> <p>Appliquer une étiquette d'identification sur un clavier n'a rien à voir avec les exigences uniques concernant, par exemple, l'ajout d'un IU permanent à une arme de poing ou à un véhicule de combat qui sera soumis à des conditions extrêmes. Les conséquences d'un compte inexact des claviers comparativement à celui des armes de poing sont très différentes.</p> <p>Accepter des ressources qui ne comprennent pas les normes uniques et exigeantes de la défense et les implications d'une erreur (comme dans l'exemple de l'arme de poing) est lourd de</p>	

QS-46		<p>risques et désavantage les ressources qui ont une grande expérience dans le domaine militaire.</p> <p>Nous vous demandons de bien vouloir supprimer le changement plaçant l'expérience avec des organisations gouvernementales au même niveau que l'expérience dans le domaine militaire soit supprimé. Sinon, vous pourriez modifier les exigences connexes pour inclure des critères cotés afin de permettre à plus de soumissionnaires expérimentés de livrer une concurrence équitable et de s'assurer que l'État obtient une solution beaucoup moins risquée.</p>			
QS-32 (Modification n° 4) Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation techniques		<p>La réponse à la QS-32 est en cours d'élaboration. La question est la suivante : « <i>Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation techniques : Nous demandons à l'État d'envisager d'accepter des projets sans références si chaque exigence comporte au moins un projet avec des références à l'appui. Dans le secteur de la défense, il est très rare que des entités exposent publiquement leurs processus ou stratégies à des tiers, surtout lorsque des cotes de sécurité sont requises. En outre, le fait d'indiquer officiellement les coordonnées de ces entités sur des documents, quels qu'ils soient, ou d'obtenir l'autorisation de parler d'elles à des tiers demande un examen juridique approfondi de leur part. Enfin, dans certains cas, le point de contact n'occupe plus le même poste, en raison d'un changement d'emploi, d'un départ à la retraite, etc.</i> »</p>	<p>Puisque nous avons pu obtenir toutes les références signées pour notre entreprise (et presque toutes les références pour nos ressources), nous estimons que les exigences liées au moins aux projets de l'entreprise devraient rester telles quelles, surtout qu'il ne fait aucun doute que les projets que nous avons présentés sont « les meilleurs projets pour chaque exigence énumérée », selon les mots de l'auteur de la question QS-32.</p>	<p>Dans ce cas-ci, si le soumissionnaire a obtenu des références concernant l'expérience des ressources proposées, il peut les joindre à sa proposition.</p> <p>La composante obligatoire concernant la fourniture par le soumissionnaire des références pour les projets pour confirmer l'expérience des ressources a été supprimée.</p> <p>La composante obligatoire concernant la fourniture par le soumissionnaire des références d'entreprise pour confirmer son expérience demeure.</p> <p>Se reporter à la QS-26 et à la QS-32.</p>	

		<p><i>L'exigence d'une référence et les contraintes qui l'accompagnent limiteront fortement le nombre de projets fournis et donc la capacité à fournir les meilleurs projets pour chaque exigence énumérée. »</i></p> <p>Bien que nous comprenions les difficultés d'obtenir ces références, nous avons pu obtenir de telles références (signées) pour tous les projets de notre entreprise (et pour de nombreux projets de nos ressources) sans problème. De plus, ces projets concernaient des solutions militaires, ce qui témoigne de notre capacité de présenter « les meilleurs projets » selon la formulation de la question considérée. Du fait que les difficultés décrites dans la question ont été surmontées assez facilement, et que nous avons présenté « les meilleurs projets », nous demandons respectueusement que cette demande soit refusée. Sinon, nous demandons que toutes les exigences connexes aient un nombre substantiel de points associés au nombre de références signées.</p>	
QS-47	QS- 30 (Modification n° 4)	<p>La question suivante a été posée et la réponse est en développement : « DP CDP-O1, CDP-O2, EEMI-O1, EEMI-C1 : Les exigences actuelles prévoient de l'expérience acquise auprès d'organisations militaires et sur de l'équipement militaire. L'État envisagerait-il de tenir compte de l'expérience auprès d'organisations gouvernementales et sur des équipements industriels? Nous avons trouvé de potentiels membres de l'équipe ayant une</p>	
		<p>Comme mentionné dans la question, nous croyons qu'accepter des ressources qui ne comprennent pas les normes uniques et exigeantes de la défense et les implications d'une erreur est lourd de risques – pas seulement pour l'État, mais aussi pour les membres des FAC en service.</p>	Voir QS-45.

		<p><i>grande expérience du marquage dans des secteurs gouvernementaux autres que le secteur militaire. Les normes qu'ils appliquent donnent lieu à des directives plus strictes que celles de l'accord STANAG 2290 sur des articles très variés. Cette diversité et cette expérience seraient mises à profit pour employer des stratégies améliorées. »</i></p> <p>Nous demandons de reconsidérer l'ajout des organisations gouvernementales et de l'équipement industriel pour deux raisons :</p> <p>Premièrement, nous ne connaissons pas de normes de programme d'IU qui égalent ou dépassent celles de l'accord STANAG 2290 ou la norme militaire 130 (MIL-STD-130) (certainement aucune plus rigoureuse). D'après cette compréhension, il semblerait n'y avoir aucune manière d'évaluer ou de confirmer qu'un projet du gouvernement (ou de l'industrie) soit équivalent à un projet conforme à l'accord STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130), qui sont très détaillés, complexes, exigeants et documentés.</p> <p>Deuxièmement, les différences entre l'équipement militaire et celui du gouvernement sont extrêmes. C'est pourquoi le MDN possède une description précise des éléments de données qui lie chaque fournisseur de la défense. Comme le sait le client final de cette DP, la description des éléments de données (DED)</p>	

QS-48		<p>uniques et exigeantes de la défense et les implications d'une erreur (comme dans l'exemple de l'arme de poing) est lourd de risques et désavantage les ressources qui ont une grande expérience dans le domaine militaire.</p> <p>Nous demandons respectueusement que le changement plaçant l'expérience avec des organisations gouvernementales au même niveau que l'expérience dans le domaine militaire soit supprimé. Sinon, vous pourriez modifier les exigences connexes pour inclure des critères cotés afin de permettre à plus de soumissionnaires expérimentés de livrer une concurrence équitable et de s'assurer que l'Etat obtient une solution beaucoup moins risquée.</p>			
QS- 31 (Modification n° 4) DDP E-C2, E-C3, E-O3 et AMD 0002 CS-08 et QS-24		<p>La question suivante a été posée (QS-31) « Par souci de cohérence, l'Etat envisagerait-il d'appliquer le changement de seuil de 200 000 à 50 000 dans la définition de « important » à toutes les exigences applicables? Il s'agirait notamment des critères E-C2, E-C3 et E-O3.</p> <p>Notre question donne suite à la question QS-31 et aussi à la question QS-24 qui est presque identique.</p> <p>Nous sommes d'accord avec la modification apportée en réponse à la QS-08, ainsi qu'avec la justification donnée. Il nous semble qu'il serait plus équitable pour tous les soumissionnaires d'introduire une notation par points qui</p>	<p>Pour s'assurer que l'expérience dans le cadre de projets de plus grande envergure est prise en compte.</p>	<p>Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 3.2 :</p> <p>Modifier E-C2 :</p> <p>SUPPRIMER: « * Dans ce contexte, on entend par « important » l'étiquetage et le marquage d'IU, le rapprochement des articles, la saisie des données et la mise à jour des systèmes d'information connexes d'au moins 100 000 articles distincts. »</p> <p>REPLACER PAR: « * Dans ce contexte, on entend par « important » l'étiquetage et le marquage d'IU, le rapprochement des articles, la saisie des données et la mise à jour des systèmes d'information connexes d'au moins 50 000 articles distincts. »</p> <p>E-O3 et E-C3 ont déjà été modifiés (voir QS-24)</p> <p>Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd005 (article F).</p>	

		s'appliquerait aux projets de plus de 50 000 enregistrements jusqu'à 200 000 enregistrements pour toutes les exigences liées au nombre d'enregistrements. Pouvez-vous faire ce changement?			
QS-49	Date de clôture des soumissions	Est-il possible de repousser à nouveau la date limite de la DDP?	Nous trouvons en fait qu'il est difficile d'obtenir des réponses de nos chaînes d'approvisionnement, ou que leurs réponses se font lentes, en raison de la pandémie de COVID-19. Autres que les conseils fournis sur le site Web Achats et ventes du gouvernement du Canada, nous n'avons pas reçu de modification concernant la première prolongation, selon laquelle la date de clôture a été repoussée au 19 mai-2020. C'est pourquoi nous vous prions de bien vouloir reporter cette date au 26 mai 2020, ce qui nous permettrait de remplir l'ensemble de la DDP.	Le Canada prolonge la date de clôture des soumissions jusqu'au mardi 2 juin 2020, 14 h HAE . Aucune autre prolongation ne sera approuvée. Les soumissionnaires sont également informés qu'aucune autre question ne sera traitée au-delà du 23 mai 2020. Le Canada demande que toute question en suspens soit soumise avant 17 h HAE le 23 mai 2020 afin de pouvoir répondre et afficher les réponses finales. Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd007 (article A).	
QS-50	GP-C4	Pouvez-vous retirer l'énoncé suivant de l'exigence en question, étant donné qu'il contredit l'exigence de décrire quatre projets? « Si plus de deux (2) projets sont proposés, seuls les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. »	Énoncé contradictoire	Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.3 : Modifier GP-C4 : SUPPRIMER : « Si plus de deux (2) projets sont proposés, seuls les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. » REMPLACER PAR : « Si plus de quatre (4) projets sont proposés, seuls les quatre (4) premiers en ordre de présentation seront évalués. » Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd006 (article A).	
QS-51	7.5.2	La présente question n'est pas liée aux exigences évaluées dans le cadre de la DDP, mais plutôt aux exigences concernant nos attestations de sécurité, l'objectif étant de faciliter le	Afin d'éviter des retards, pouvez-vous nous dire quels documents nous devrions fournir pour démontrer que nous détenons bien les	Vous pouvez consulter les renseignements à ce sujet au lien fourni à la section 7.5.2, où il est question des exigences de sécurité des contrats internationaux (https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.htm?wbdisable=true).	

		processus postérieur à l'attribution du contrat dans l'éventualité où nous serions le fournisseur retenu. Nous comprenons, d'après notre examen de la section 7.5.2 de la DDP, que nous répondons déjà aux exigences en matière de sécurité, car nous détenons les attestations de sécurité équivalentes aux États-Unis.	attestations de sécurité équivalentes?	
QS-52	6.3.1	Nous aimerions inscrire notre entreprise canadienne au Programme des marchandises contrôlées, et notre agent de sécurité des installations aux États-Unis a demandé si vous accepteriez de nous parrainer à titre d'agent de négociation des contrats pour que nous puissions entreprendre le processus de demande.	Nous aurions ainsi amplement le temps de remplir la demande et d'obtenir l'attestation de sécurité dans l'éventualité où nous serions le fournisseur retenu.	Conformément à ce qui est indiqué à la section 6.3.1 de la DDP, des précisions sur la façon de s'inscrire au Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont accessibles à l'adresse https://www.fpssc-pwqsc.gc.ca/bmc-cgp/enregistrement-register-fra.html .
QS-53	Modification 5 Q et R QS-43 et 44 Sous-alinéa 5.2.3.1	Nous avons remarqué dans les Q et R QS-43 et 4 qu'il suffit qu'un soumissionnaire compte (« plans » en anglais) recourir à un sous-traitant désigné, selon ce qui suit : « *Un sous-traitant qui entretient avec un fournisseur une relation contractuelle directe faisant en sorte qu'ils doivent accomplir une partie des travaux prévus par un contrat conclu entre le fournisseur et le Canada (« travaux » désigne toutes les activités à exercer, tous les services, les biens et l'équipement à fournir, toutes les questions à régler et toutes les tâches à accomplir par l'entrepreneur en vertu du contrat), sauf si le sous-traitant ne fait que fournir des produits commerciaux au fournisseur. »	Pour préciser les circonstances entourant la possibilité de remplacer les sous-traitants proposés.	Si un soumissionnaire propose un premier sous-traitant à évaluer en fonction des critères d'évaluation technique détaillés dans l'annexe 4.1 : Critères d'évaluation technique, le premier sous-traitant est alors soumis aux mêmes conditions de remplacement que celles prévues au sous-alinéa 5.2.3.1 de la DP, Statut et disponibilité du personnel, et à l'alinéa 7.20.c de la DP, Remplacement d'individus spécifiques.

		Si une ressource proposée n'est pas disponible, la DP prévoit qu'en vertu du sous-alinéa 5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel, le remplaçant doit posséder des qualités et une expérience similaires. Pouvez-vous confirmer que des exigences similaires s'appliqueront à tout premier sous-traitant, et que tout sous-traitant remplaçant devra posséder une expérience et des qualités similaires à celles décrites dans la DP?		
QS-54	Sous-alinéa 5.2.3.1	Nous aimerions savoir combien de temps le ou les membres de l'équipe centrale proposée doivent demeurer en fonction?	Nous posons la question afin de connaître la latitude des fournisseurs potentiels concernant la soumission d'une ou plusieurs ressources et leur remplacement peu de temps après.	Conformément au sous-alinéa 5.2.1 de l'Énoncé des travaux, l'équipe centrale de la CMD-NS est nécessaire pendant toute la durée du contrat (sous réserve des périodes d'option). Le remplacement de toute personne pour des motifs prévus au sous-alinéa 5.2.3.1 de la DP doit être conforme à l'alinéa 7.20.c, Remplacement d'individus spécifiques.
QS-55	Sous-alinéa 5.2.3.1	En ce qui concerne le remplacement de ressources, d'autres appels d'offres exigent que la ressource de remplacement possède des qualités et une expérience égales ou supérieures à celles de la ressource initialement proposée. Le mot « similaire » utilisé au point 5.2.3.1 sera-t-il interprété ainsi?	Connaître la définition de « similaire ».	Conformément à l'alinéa 7.20.c, les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource initiale ou la dépasser.
QS-56	Sous-alinéa 5.2.3.1	Nous lisons ceci au sous-alinéa 5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel : « Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront	Connaître l'impact de tout changement des ressources proposées.	Conformément au sous-alinéa 5.2.1 de l'Énoncé des travaux, l'équipe centrale de la CMD-NS est nécessaire pendant toute la durée du contrat (sous réserve des périodes d'option). Le remplacement de toute personne pour des motifs prévus au sous-alinéa 5.2.3.1 de la DP doit être conforme à l'alinéa 7.20.c Remplacement d'individus spécifiques.

QS-57	Annexe A – Sous-alinéa 7.3.4.1.b de l'Énoncé des travaux et Barème de prix, partie 9, à la page 193.	considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente. » Pouvez-vous nous dire si et comment cette restriction sera appliquée pendant toute la durée du contrat?		
		Au sous-alinéa 7.3.4.1.b de l'Énoncé des travaux, il est question d'un « nuage privé » tandis qu'au sous-alinéa 7.3.4.1.a, on parle d'un « modèle de licence ». Les exigences relatives à l'infrastructure physique, du matériel et du serveur et en matière de sécurité sont-elles différentes pour ce modèle par rapport au modèle de licence autonome? Pouvez-vous définir « nuage privé » en détail? Deuxièmement, si le modèle de nuage est une architecture différente, l'entrepreneur principal doit-il fournir les ressources (matériel et/ou soutien) pour installer le nuage sur place dans les locaux du MDN ou cette infrastructure et ce soutien seront-ils déjà fournis par le MDN?	L'expression « modèle de nuage » suppose une architecture différente d'un modèle de licence autonome sur un serveur privé. Nous cherchons à savoir si la différence est strictement une option de prix d'un coût de licence forfaitaire par rapport à un coût d'abonnement annuel basé sur les quantités d'articles IU enregistrés. Sinon, l'infrastructure est-elle vraiment différente, comme c'est est implicite dans le cas d'une application en nuage par rapport à une application autonome? Pour la deuxième question, nous essayons d'évaluer les ressources supplémentaires nécessaires au-delà d'une installation typique sur un serveur de l'application fournie.	La différence entre le « modèle de licence » et le « modèle de nuage privé » réside dans le fait qu'un seul constitue un programme, installé sur des ordinateurs qui peuvent ou non communiquer avec une base de données centrale. Quant au modèle de « nuage », il correspond à un système distribué basé sur le Web où toutes les données et tous les calculs sont généralement traités sur le serveur, tandis que le client Web ne fait qu'échanger des informations avec le seul programme installé localement, c'est-à-dire le navigateur Web. L'ajout de l'adjectif « privé » visait initialement à établir une distinction avec le nuage « public ». En effet, sur le nuage « privé », le système n'est accessible que sur le réseau de la Défense, au contraire d'un nuage « public », accessible depuis n'importe quelle connexion Internet généraliste. L'option de « nuage public » a été écartée pour des raisons de sécurité. Les détails sur le déploiement et l'approbation des modèles de licence et de nuage privé sont traités de manière légèrement différente au MDN, mais sont conceptuellement très proches. Pour les deux modèles, il faut expliquer en détail le fonctionnement des programmes, les données transmises, etc., et faire des essais pour valider la compatibilité avec le réseau de la Défense. En supposant que le système est « uniquement logiciel » et qu'il peut fonctionner sur la plupart des systèmes d'exploitation et des serveurs relativement modernes (des dix dernières années), le MDN devrait être en mesure de fournir le matériel requis. Si du matériel non conventionnel est nécessaire, il doit être inclus dans le prix.
QS-58	Suivi à la question QS34. Sous-alinéas 6.2.4.4, 7.1.1.16, Appendice 1,	L'État a répondu que l'entrepreneur devra fournir l'ensemble des imprimantes, des numériseurs et des produits consommables nécessaires pour assurer la capacité d'impression à la demande.	Les étiquettes d'emballage d'IAU sont essentiellement des étiquettes imprimées thermiquement et marquées avec une imprimante thermique. La DP ne demande nulle part au soumissionnaire de fournir un prix pour les	Le MDN ne conservera pas les étiquettes d'emballage et les consommables (sauf les consommables fournis avec les trousseaux et les étiquettes appliquées sur l'emballage). Ces articles (imprimantes, scanners et consommables) sont destinés à être utilisés par les ressources de l'entrepreneur pour exécuter les tâches visées par le contrat. Les outils dont le prix est indiqué dans

	(pages 75, 79, 94)	<p>Les tableaux de prix des pages 191 et 192 pour les options d'achat et de location de matériel ne comprennent pas de poste pour les imprimantes d'étiquettes ou les consommables. L'État Couronne devrait-elle inclure ces postes comme options d'achat de matériel.</p> <p>Nous sommes au courant de la demande subséquente de prolongation faite par d'autres soumissionnaires et des prolongations subséquentes. Nous demandons une prolongation supplémentaire de deux semaines en attendant les réponses à nos dernières questions. Ces questions guideront les réponses demandées auprès de notre base d'approvisionnement. La situation actuelle liée à la pandémie de COVID-19 ralentit nos efforts visant à nous assurer que nous disposons des données les plus exactes possible.</p> <p>La situation actuelle cause également d'importants défis relatifs au recrutement et nuit à la réception de réponses dans le cadre de notre recherche de talent. C'est en raison de ces enjeux que nous demandons une prolongation jusqu'au 9 juin, comme l'ont demandé d'autres soumissionnaires potentiels.</p>	<p>imprimantes thermiques ou les étiquettes et rubans consommables nécessaires à la création des étiquettes à la demande.</p>	l'EDT, la Base de paiement, etc., sont destinés à être utilisés par le personnel du MDN.
QS-59	S.O.	<p>Nous avons reçu un ensemble de questions visant à clarifier la « capacité laissée sur place » et les exigences relatives aux imprimantes et aux produits consommables. Il reste une question clé en suspens destinée au MDN, et la réponse à cette question permettra de déterminer les éléments de matériel supplémentaires qui pourraient être requis dans les tableaux d'établissement des prix. En raison des défis logistiques causés par la COVID-19, il faut plus de temps en ce qui concerne l'établissement des prix, le délai d'exécution et la rétroaction. En présumant que nous obtiendrons une réponse opportune à la question en suspens de la part de votre équipe, une prolongation nous permettrait d'avoir suffisamment de temps pour établir les prix de ces éléments supplémentaires.</p> <p>En outre, comme l'ont mentionné d'autres soumissionnaires, le processus de recrutement visant à trouver les meilleurs talents est miné de façon importante. Il s'agit de la première mise en œuvre</p>	<p>Le Canada prolonge la date de clôture des soumissions jusqu'au mardi 2 juin 2020, 14 h HAE. Aucune autre prolongation ne sera approuvée. Les soumissionnaires sont également informés qu'aucune autre question ne sera traitée au-delà du 23 mai 2020. Le Canada demande que toute question en suspens soit soumise avant 17 h HAE le 23 mai 2020 afin de pouvoir répondre et afficher les réponses finales.</p> <p>Changement apporté dans la modification 005 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd007 (article A).</p>	

Sollicitation No. - N° de l'invitation
W6381-170008/D

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
624xg

			<p>importante de l'IAU au Canada, et tous les employés doivent posséder une expérience relative à l'IAU. Nous élargissons notre recherche à l'échelle mondiale, car l'expérience en matière d'IAU au Canada est limitée. Une période supplémentaire nous permettrait d'appuyer le contrat à long terme au Canada et de trouver les talents les plus efficaces dans le but de respecter ces exigences.</p>	
--	--	--	---	--

A TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.